

## ANALYSE DE LA PRESSE MAI-JUIN 2011

### SOMMAIRE

1. A la une : La Syrie et la Turquie
2. Le dossier du mois :  
La campagne électorale : AKP et les partis d'opposition  
Les résultats des élections turques
3. Europe
4. Economie
5. Turquie
6. International
7. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc en mai-juin 2011

## 1. A la une : LA SYRIE ET LA TURQUIE

### **La citation du mois**

La France tient à rendre hommage aux autorités, aux organisations d'aide humanitaire et aux citoyens turcs qui s'efforcent d'apporter protection et réconfort à ces réfugiés et de pourvoir à leurs besoins essentiels. Cet élan de solidarité de la Turquie envers le peuple syrien réprimé mérite d'être salué.

Ministère des Affaires étrangères

Paris, juin 2011



La Maison Blanche a annoncé que, lors de leur entretien le 20 juin, le président des Etats-Unis, Barack Obama et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, « se sont mis d'accord sur le fait que le gouvernement syrien devait mettre un terme aux violences maintenant et appliquer rapidement des réformes significatives qui respectent les aspirations démocratiques des Syriens ». Tandis que Obama et Erdoğan se sont entretenus une deuxième fois « en moins d'une semaine », « le président turc, Abdullah Gül, proche de M. Erdoğan, avait appelé le président syrien, Bachar Al-Assad, à s'engager d'une manière "beaucoup plus claire et nette" en faveur d'un changement démocratique. » (AFP et Reuters, *Le Monde*, 21/06/2011)

La Syrie serait devenue le plus gros défi de la diplomatie turque compte tenu du rôle qu'elle entend jouer au Moyen Orient. Avant le « printemps arabe », le poids politique de la Turquie était sans rival dans la région où elle « était devenue l'élément catalyseur du réalignement qui s'amorçait » (Anthony Shadid, *The New York Times*, *Courrier International* n°1071, 12/05/2011). Or, selon Ariane Bonzon, « la Syrie met à l'épreuve le rôle de « médiateur » de la Turquie ». L'appui du Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdoğan à Bachar el Assad devient de plus en plus insoutenable non seulement à cause de la répression incessante du régime qui s'abat sur le peuple syrien mais aussi à cause du contexte électoral en Turquie. Bonzon maintient qu' « une grande partie de l'électorat islamo-conservateur de Tayyip Erdoğan (ainsi que certains membres du gouvernement) se sent plus solidaire des Frères musulmans syriens, interdits depuis trente ans, que proche de Bachar el Assad. Ce qui met le Premier ministre turc en léger porte-à-faux » en vue des élections du 12 juin (*Slate.fr*, 31/05/2011).

Même s'il croit que son ami Bachar el Assad a pris du retard, Erdoğan espère qu'il entreprendra des réformes pour « s'unir avec son peuple ». En effet, il se dit « témoin de l'affection populaire dont jouit Bachar al-Assad ». Il tient également à « l'unité et l'intégrité de la Syrie » et trouve qu'il est « très tôt » pour souhaiter le départ de M. Assad (AFP Istanbul, 13/05/2011). Bonzon explique que les autorités turques pensent qu' « une guerre civile y ferait le jeu de l'allié iranien » (*Slate.fr*, 31/05/2011). Néanmoins, la comparaison par Erdoğan de « la répression en cours en Syrie, où des centaines d'opposants ont été tués, au gazage de milliers de Kurdes dans la ville de Halabja, en 1988, par le régime de Saddam Hussein » n'a pas été appréciée par les autorités syriennes (Michel Sailhan, AFP Ankara, 18/05/2011).

Antony Shadid maintient qu' « Ankara cherche à se couvrir en prévision de toutes les évolutions possibles » puisqu'elle a « accueilli des dirigeants des Frères musulmans syriens et autorisé la tenue d'une rencontre de l'opposition syrienne à Istanbul » (Antony Shadid, *The New York Times*, cité dans *Courrier International* n°1071 du 12/05/2011). Une manifestation de soutien à la révolte du peuple est aussi organisée à Antalya par près de 300 opposants syriens « majoritairement réfugiés à l'extérieur ». Selon les organisateurs la réunion vise à « mettre au point "une feuille de route" pour une transition démocratique et pacifique en Syrie. » (AFP, *Libération*, 02/06/2011). Ces manifestations montrent également que « la Turquie, référence démocratique dans le monde musulman, est également populaire parmi l'opposition syrienne » (Thomas Baïetto, *Le Monde*, 09/06/2011)



La prudence de la Turquie vis-à-vis de la question syrienne est aussi liée aux inquiétudes face aux « conséquences potentielles de la crise syrienne sur la question kurde ». Bachar Al-Assad montre des signes de changement de sa position envers le Parti des travailleurs kurdes (PKK), l'organisation terroriste qui a trouvé un sanctuaire en Syrie. « Si le régime tombe, le gouvernement turc craint également qu'une région kurde autonome, similaire au Kurdistan irakien, se développe à la frontière et constitue un nouveau sanctuaire pour le PKK. » (Thomas Baïetto, *Le Monde*, 09.06.11)

Aujourd'hui, l'exode des peuples syriens fuyant la répression du régime de Bachar Al-Assad oblige la Turquie à accueillir un grand nombre de réfugiés près des frontières. Le journal *Le Monde* souligne que « 1250 nouveaux Syriens fuyant la répression sont arrivés en territoire turc ces dernières vingt-quatre heures selon l'agence de presse turque semi-officielle Anatolie, qui précise que depuis le début de la contestation en Syrie, il y a trois mois, ce sont 1 777 réfugiés au total qui sont pris en charge par le Croissant-Rouge » (AFP, *Le Monde*, 09/06/2011).

Tandis que le gouvernement turc a annoncé qu'il continuera d'accueillir les réfugiés syriens, les autorités turques ne laissent pas la presse pénétrer dans les camps des réfugiés. Le camp de Apaydin, au sud de la province Hatay, qui pourrait devenir le plus grand du pays, « ne manquera pas de confort: douches, toilettes, cinéma, aires de jeux pour les enfants, une petite mosquée, un hôpital de campagne, espace de détente et même une salle de mariage » met en relief Burak Akıncı. (AFP, *Libération*, 19/06/2011).

Par ailleurs, les autorités turques mènent leur première « opération d'aide à travers la frontière, après avoir accueilli au fil des semaines en territoire turc un total de plus de 10.000 réfugiés syriens, qui ont fui la répression dans leur pays ». (*Libération*, 19/06/2011). Burak Akıncı note que « le gouvernement turc, qui a déjà débloqué 2,3 millions de dollars (1,6 million d'euros) en faveur des déplacés syriens, assure que la frontière ne sera pas fermée ». « Le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu avait répété que son pays laisserait entrer tous les Syriens fuyant la violence, et il avait annoncé la décision de venir en aide aux Syriens déplacés, massés à la frontière. » (AFP, *Libération*, 19/06/2011).



## 2.1. Dossier du mois

### La campagne électorale : AKP et les partis d'opposition

Bien que le parti vainqueur des élections législatives du 12 juin soit déjà connu, la campagne électorale a été très animée en Turquie. Les derniers sondages avaient signalé un score important qui amènerait le Parti de la Justice et Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) au pouvoir pour un troisième mandat. Selon Yves Bourdillon, la stabilité institutionnelle et le succès économique expliquent le crédit accordé au Parti par l'électorat turc. Il explique qu'avec 45% des voix, l'AKP se situe « loin devant son opposant laïc, le CHP, qui, au prix d'une légère remontée dans les derniers sondages, pourrait dépasser 30 % des voix ». (*Les Échos*, 10/06/2011). Laurent Marchand rejoint cette analyse en rappelant que la Turquie a marqué « près de 9 % de croissance l'an dernier, quand les pays industrialisés tournaient au ralenti. Le pays est désormais au 17e rang mondial. Son PIB a triplé en trois ans, permettant à la Turquie de rayonner de l'Afrique du Nord au Caucase, tant par ses entreprises en bâtiment que son industrie culturelle des séries télé ». (*Ouest France*, 09/06/2011).

Nicolas Barré évalue le bilan des deux premiers mandats du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan « largement positif à un double titre : les très nombreuses réformes menées en vue d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne se sont poursuivies et ont profondément transformé le pays tambour battant ; l'économie a d'autre part remarquablement bien traversé les tumultes de la crise mondiale, notamment sans aucune faillite bancaire. Le contraste avec la Grèce voisine est à cet égard saisissant et l'enthousiasme des investisseurs étrangers à l'égard du « Brésil de l'Europe », comme le surnomme un patron français, ne faiblit pas. » (*Les Échos*, 09/06/2011)

Laurent Marchand rappelle qu'à son arrivée au pouvoir en 2002, « l'AKP a été soupçonné de conserver un agenda caché, une volonté d'islamiser à outrance, dès que les circonstances le permettraient. » En jugeant que la politique de l'AKP repose « sur un savant mélange entre tradition et modernité », il estime que Erdoğan a d'autres priorités : « asseoir sa légitimité. Celle de son parti. Contenir puis renverser le rapport de force avec l'armée, ce qu'il a fait. Jouer le jeu démocratique sans succomber au pouvoir judiciaire ou médiatique. Au besoin, les museler. Ce qu'il a fait aussi. » (*Ouest France*, 09/06/2011).

Selon Laurent Marchand, le succès personnel d'Erdoğan "ancien maire d'Istanbul, activiste islamiste métamorphosé en musulman démocrate, homme du peuple devenu leader populaire » explique aussi le maintien au pouvoir de l'AKP. Il décrit Erdoğan comme « un habile communicateur, qui sait plier les contradictions de l'histoire turque au profit de sa trajectoire politique » et estime qu'il manœuvre habilement « dans les courants insidieux du Bosphore, entre une Europe dont les Turcs n'attendent plus grand-chose, et un Proche Orient où il sait caresser le sentiment anti-israélien dans le sens du poil. » (*Ouest France*, 09/06/2011). Guillaume Perrier note que, durant la campagne, Erdoğan, « a monopolisé la campagne électorale, occupé les écrans de télévision et sillonné la Turquie au pas de charge, assurant deux à trois meetings par jour. » (*Le Monde*, 08/06/2011)



En outre, Dorothée Schmid de l'Ifri (Institut français des Relations internationales) constate que les partis d'opposition sont désorientés tandis que « l'AKP défie d'emblée les référents idéologiques classiques ». Son « pragmatisme calculé permet des avancées démocratiques majeures : fin des interférences de l'armée dans la vie politique, ouverture du dossier kurde, début de prise de conscience sur la question arménienne. » (*Le Monde*, 06/06/2011). Par conséquent, l'AKP que Nicolas Barré qualifie de parti « attrape-tout » (*Les Échos*, 09/06/2011) pousse « le vieux parti kémaliste CHP (Cumhuriyet Halk Partisi) dans ses retranchements conservateurs, reléguant les partis kurdes dans une marginalité provincialiste et les ultranationalistes du MHP (Milliyetçi Hareket Partisi - Parti d'action nationaliste) à leur archaïsme. » (*Le Monde*, 06/06/2011).

Nicolas Barré estime que le CHP « n'apparaît pas comme une force d'alternance crédible ». Il explique que sa « posture trop intransigeante » et sa perte de « crédit en raison de sa proximité trop grande avec les généraux, voire de sa soumission à l'armée » ont affaibli le parti malgré « le ménage » fait par son nouveau leader « en décapitant la vieille garde au profit d'une nouvelle génération de jeunes libéraux » (*Les Échos*, 09/06/2011). Quant au MHP, touché par un scandale de vidéo, il risque de ne pas franchir le seuil constitutionnel de 10 %. Guillaume Perrier explique que « dix responsables du MHP ont été poussés à la démission depuis début mai, à la suite de la publication, par un mystérieux site Internet, de vidéos compromettantes ». (*Le Monde*, 23/05/11)

MHP a accusé le AKP de provoquer cet incident pour l'empêcher « de franchir la barre des 10% des suffrages au niveau national » (Ariane BONZON, *Slate.fr*, 26/05/2011). Guillaume Perrier note que « sans le MHP, l'AKP aurait toutes les chances de rafler la majorité absolue au Parlement (330 députés) », lui permettant de conduire la réforme constitutionnelle au vote populaire. Il estime qu'un échec de ce parti « parti laïque et militariste à l'origine » provoquerait « une sérieuse crise de succession » au détriment de son regain de respectabilité après l'élection de Devlet Bahçeli à sa tête. Il rappelle qu'après avoir participé au gouvernement de coalition en 1999, « le MHP s'est peu à peu tourné vers un électorat plus rural et conservateur. » (*Le Monde*, 23/05/11)

### **Le grand enjeu des élections : La réforme constitutionnelle**

L'ampleur du score des élections restait le plus grand suspense durant la campagne car avec 367 sièges sur 550, l'AKP aurait été capable de changer la Constitution tout seul. 330 sièges auraient permis au parti de soumettre la réforme de la Constitution au vote public. Ainsi, obtenir le mandat pour ne pas avoir besoin du soutien des partis d'opposition dans ce processus s'est avéré le plus grand enjeu pour l'AKP.

Un autre grand enjeu était la question kurde. Henri Barkey estime que « les conditions aujourd'hui sont relativement favorables pour pouvoir résoudre cette question. ». Toutefois, il rappelle que « les Kurdes en Turquie commencent à créer des institutions séparées du pouvoir central » et prévient sur les conséquences désastreuses de l'absence de signe positif après les élections. (Jacques-Hubert Rodier, *Les Échos*, 09/06/2011)



Les tendances autoritaires de Erdoğan durant son troisième mandat inquiètent aussi les électeurs. Selon Laurent Marchand « de nombreux signes de crispation autoritaire, sur la liberté de la presse notamment, laissent craindre une évolution autocratique du système Erdoğan ». Marchand croit que « derrière la position hégémonique de l'AKP la corruption prospère bien que la très forte croissance masque ses effets délétères. » (*Ouest France*, 09/06/2011).

Erdoğan « se montre de plus en plus intolérant aux critiques. Les journaux sont soumis régulièrement à des plaintes au nom d'une loi restreignant particulièrement la liberté d'expression et une cinquantaine de journalistes et de nombreux militaires sont emprisonnés depuis des années pour des accusations de complots peu corroborées » explique Yves Bourdillon (*Les Échos*, 10/06/2011). Durant la campagne, Erdoğan a reproché aussi au magazine *The Economist* d'avoir invité les électeurs à voter aux législatives de dimanche reprochant à l'actuel Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, ses tendances autoritaires. Ce dernier a réagi en disant que ses commentaires attestent d' « une illustration de l'influence d'Israël. » (*Reuters, Les Échos*, 06/06/2011).

Modifier la Constitution permettrait une transformation du régime parlementaire vers un régime présidentiel à la française, dans lequel le président serait élu au suffrage universel et son rôle honorifique serait renforcé. Erdoğan succéderait alors au Président Abdullah Gül. Pour l'instant le terme du mandat du président sortant n'est pas juridiquement clair, entre 2012 ou 2014. Nicolas Barré note que les opposants de AKP se demandent ce que ferait de ce pouvoir présidentiel renforcé « un Erdoğan de plus en plus populiste, conservateur et autoritaire ». (*Les Échos*, 09/06/2011).

### **La question kurde**

La campagne électorale est passée sous la haute tension au Sud Est du pays. Une série de protestation à Batman, Şırnak et Hakkari ont montré l'impopularité de l'AKP dans la région. Malgré le cessez le feu unilatéral décrété en août 2010, le PKK avait « menacé en mars d'y mettre fin, déplorant l'échec du gouvernement à dialoguer avec les Kurdes. » (*AFP, Le Figaro*, 23/05/2011). Les actes de violence du PKK et l'attaque des forces de sécurité contre les militants du PKK ont suscité des inquiétudes. Tandis que le BDP accuse le gouvernement de provoquer des incidents, les actes des guérillas se radicalisent (*Guillaume Perrier, Le Monde*, 20/05/2011). Selon Şahin Alpay, ces développements amènent à penser « qu'il y a dans les deux camps des gens dont l'idéologie et les intérêts les incitent à saboter un processus allant dans le sens de la paix. » (*Pierre Vanrie, Courrier International*, 13/05/2011)



La nouvelle Constitution suscite des demandes de la part des Kurdes, notamment « le respect du pluralisme ethnique, la reconnaissance de la langue kurde et l'amnistie aux militants du PKK » (Pierre Vanrie *Courrier International*, 13/05/2011). Toutefois, Ismet Berkan explique que les revendications radicales du BDP (le Parti pour la paix et la démocratie, proche du PKK) est liée à l'intransigeance du gouvernement et à une politique d'assimilation (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 29/05/2011). Guillaume Perrier rappelle la campagne de désobéissance civile menée par le BDP qui a appelé « au boycottage des administrations et des agents de l'Etat, et notamment des imams envoyés par Ankara dans la région. » (*Le Monde*, 29/05/2011). Dorothee Schmid souligne que le BDP « contraint de présenter ses candidats en indépendants pour s'assurer l'accès au Parlement malgré le seuil des 10 %, est prêt à l'affrontement. » (*Le Monde*, 06/06/2011).

La presse française s'est aussi penchée sur les diverses allégations de soutien à la campagne électorale de l'AK Parti. Selon Guillaume Perrier, «un puissant lobby socioreligieux, la communauté de Fethullah Gülen, [a pesé] de tout son poids pour assurer la reconduction au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP)» (*Le Monde*, 08/06/2011). «La confrérie fait face à une tempête médiatique depuis l'arrestation de deux journalistes, en mars. L'un d'entre eux, Ahmet Şık, s'apprêtait à publier *L'Armée de l'Imam* » selon Laure Marchand. (*Le Figaro*, 09/06/2011).

## 2.2. Dossier du mois

### Les résultats des élections législatives du 12 juin

La victoire nette de AKP aux scrutins avec un score de 49,9% n'a pas été une surprise. Tandis que Erdoğan est mené à un troisième mandat, le progrès de CHP est resté léger malgré les efforts de son nouveau leader Kılıçdaroğlu. Le premier parti d'opposition a obtenu 25,9% des voix. « Ce n'est pas la percée espérée » estime Guillaume Perrier. « Le parti d'Atatürk tente de renouer avec une ligne sociale-démocrate, sous la houlette de Kemal Kılıçdaroğlu, prenant ses distances avec les penchants militaristes et nationalistes de son prédécesseur. Le CHP a engagé une vaste rénovation de son appareil, mais il est encore loin d'avoir achevé sa transformation. Sa base électorale reste, par ailleurs, concentrée dans les régions côtières de l'ouest de la Turquie, d'Izmir à Antalya, et en Thrace. (*Le Monde*, 23/06/2011)

Malgré le scandale sexuel en plein campagne électorale, le MHP a réussi à franchir le seuil électoral de 10% en obtenant 13% des voix. Les candidats qui ont soutenu le BDP ont augmenté le nombre de leurs sièges de 20 à 36. « Le BDP a devancé le parti de Recep Tayyip Erdoğan, dans les régions du Sud-Est et réalisé des scores en hausse à Istanbul. » (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 13/06/2011).

A cause du système proportionnel, l'augmentation du pourcentage de vote pour AKP ne s'est pas traduite par un renforcement de représentation au sein de l'Assemblée nationale. Ayant obtenu 325 sièges (341 en 2007), l'AKP a besoin de chercher l'appui des partis d'opposition pour une réforme constitutionnelle. « Avec 326 députés sur 550, l'AKP ne dépasse même pas le seuil de 330 qui lui aurait permis de proposer des amendements à référendum. » rappelle Yves Bourdillon (*Les Échos*, 14/06/2011). « Marchés financiers et investisseurs ont bien accueilli ce résultat qui force le parti au pouvoir à trouver un compromis avec d'autres forces politiques. La livre turque s'est renforcée contre le dollar et les emprunts d'État ont réagi favorablement. » note les Échos. (Reuters, *Les Echos*, 13/06/2011)

Bourdillon souligne que « les quelque 50 millions d'électeurs turcs, notamment les classes populaires et les petits entrepreneurs dont le pouvoir d'achat a doublé en dix ans, ont donc voté pour la stabilité d'un gouvernement crédité de performances économiques remarquables (9 % de croissance l'an dernier, dette publique et inflation sous contrôle) ». (*Les Échos*, 14/06/2011). « L'AKP n'a bien sûr pas manqué de jouer [la carte de succès économique] lors de la campagne législative. Et d'afficher des objectifs mirobolants pour... 2023, année du centenaire de la république turque. A cette date, la Turquie aura rejoint le top dix des économies mondiales, avec 25 000 dollars par habitants, promet Erdoğan. » souligne Emilie Lévêque. Elle évoque aussi les inquiétudes des observateurs turcs sur la performance économique turque, en particulier sur le retard des réformes structurelles censées à assainir le modèle de croissance turque et le déficit des comptes courants qui ont atteint 8% du PIB (*L'Expansion*, 10/06/2011)

Selon Jacques Hubert-Rodier, « désormais, le Premier ministre turc est à un véritable tournant. La façon dont il répondra aux nombreux défis de la Turquie d'aujourd'hui influencera non seulement son propre pays mais aussi les pays arabes qui, en plein mouvement de démocratisation, se cherchent une sorte de modèle. » (*Les Échos*, 14/06/2011). Hubert Rodier énumère trois principaux défis pour le gouvernement de AKP : « Le premier impératif est de faire marche arrière sur « son inquiétante dérive autoritaire », selon l'expression de Dorothee Schmid » en acceptant de collaborer avec les partis d'oppositions (*Les Échos*, 14/06). A la sortie des élections, le premier ministre Erdoğan s'est montré conciliant. « "Le peuple nous a transmis le message d'élaborer une nouvelle Constitution à travers le consensus et la négociation. Nous allons discuter de cette nouvelle Constitution avec les partis d'opposition", a-t-il lancé ». (Reuters, *Les Echos*, 13/06/2011)





Selon Hubert-Rodier, « l'autre impératif de l'AKP est d'afficher plus clairement ses objectifs sociaux et «identitaires». Il maintient que « le troisième défi est celui des minorités, en premier lieu la kurde, qui représenterait un peu moins de 20 % de la population (78 millions environ). » (*Les Échos*, 14/06/2011). En se basant sur un entretien avec Murat Karayılan, le leader numéro deux du PKK, publié dans le quotidien turc *Milliyet*, les Échos cite que « Abdullah Öcalan a transmis à Ankara des propositions pour mettre un terme à 26 ans de conflit meurtrier, ». « Les propositions comprennent des réformes constitutionnelles pour accorder une autonomie régionale et une éducation en langue kurde ainsi que des "conditions pour une exclusion complète de la violence et un désarmement sur la base d'un pardon mutuel", a indiqué M. Karayılan ». (*Les Échos*, 14/06/2011).

« Y aurait-il un modèle turc ? » se demande Jean Michel Demetz. « En quête d'alternative, les révolutions issues des "printemps arabes" tournent, en tout cas, les yeux vers Ankara. Ancienne puissance coloniale, alliée d'Israël, indéfectible membre de l'Otan, la Turquie a longtemps suscité la suspicion de la rue arabe, droguée à un nationalisme exacerbé et souvent paranoïaque. Aujourd'hui, la voilà hissée au rang d'exemple par ces mêmes foules bluffées par la succès story économique et l'invention de cette "démocratie musulmane". » (*l'Express*, 12/06/2011). Il en doute car il estime que l'expérience turque reste unique. « La société turque a connu neuf décennies de laïcité et soixante ans de multipartisme; le foisonnement des médias a imposé le goût du pluralisme; la marche inachevée vers la démocratie européenne a été progressive car encadrée par l'armée (qui met fin à l'anarchie, en 1980, par un putsch) ; la libéralisation de l'économie, enfin, a permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Tels les mezzes, qui doivent être servis sur la table en même temps, c'est la juxtaposition de tous ces éléments qui nourrit l'expérience turque. Qu'il en manque seulement un, et c'est toute la fête qui est gâchée. » (*l'Express*, 12/06/2011)

Bonzon s'inquiète de l'auto-proclamation d'Erdoğan, « le continuateur de l'œuvre d'Atatürk ». «Le fondateur de la république laïque de Turquie (1923), un «dictateur éclairé», disent parfois ses supporters, reste une figure tutélaire pour les deux camps. ». Elle estime que «plus encore que l'agenda islamiste caché, plus encore que ses dérives autocratiques, c'est ce flirt poussé de Recep Tayyip Erdoğan, cette synthèse entre islam et nationalisme à laquelle il tend qui devrait inquiéter. ». Selon Bonzon, cette attitude « pourrait définitivement éloigner la Turquie de l'Union européenne – que le Premier ministre turc n'a quasiment jamais mentionnée ni lors de ses meetings électoraux ni dans son discours dimanche soir. » (*Slate.fr*, 26/05/2011)

Bien que la majorité du vote populaire soit représentée à l'Assemblée à l'issue du scrutin, « le maintien en détention provisoire de plusieurs députés élus sous différentes étiquettes a provoqué la colère des partis d'opposition », Guillaume Perrier rapporte que « le président de la République, Abdullah Gül, a appelé tous les partis politiques à prendre part à la cérémonie d'ouverture, prévue mardi. En dépit de cet appel, le parti kurde légal, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) - dont cinq députés ont été maintenus en détention et un autre, Hatip Dicle, déclaré inéligible -, a annoncé son intention de boycotter le nouveau Parlement. Deux élus du CHP, le journaliste Mustafa Balbay et le médecin Mehmet Haberal, ainsi que le général à la retraite Engin Alan, élu pour le MHP, tous accusés d'avoir participé à un complot contre le gouvernement, ont été également maintenus en détention par la justice. » (*Le Monde*, 27/06/2011)

## 3. Europe

### Les négociations d'adhésion

Lors de sa visite officielle en Pologne le 6-7 juin, le président turc Abdullah Gül a exprimé « l'espoir que les négociations d'adhésion de son pays à l'UE avanceront plus vite sous la présidence polonaise de l'Union européenne à compter du 1er juillet, Varsovie affichant son soutien aux aspirations européennes d'Ankara ». L'AFP rapporte que le chef de l'Etat polonais Bronislaw Komorowski « a réaffirmé "le soutien ferme" de son pays aux aspirations européennes de la Turquie. » « M. Komorowski a déclaré que son pays pouvait aider la Turquie à convaincre l'opinion publique européenne des avantages potentiels de son adhésion à l'UE. » (AFP, *Les Échos*, 06/06/2011). A ce jour, 13 chapitres de négociations sur 35 ont été ouverts. L'ouverture de 8 chapitres liés à l'ouverture des ports turcs aux navires chypriotes grecs reste bloquée. Par ailleurs la France bloque d'autres chapitres à cause de son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré durant la campagne électorale qu' il créerait un ministère de l'Union européenne dans le cadre de reconstruction de son nouveau cabinet. « "Le ministère de l'Union européenne va coordonner les questions relatives à la candidature turque à l'UE", a déclaré M. Erdoğan lors d'un discours télévisé au siège de son parti, à Ankara. » « Actuellement, les affaires concernant l'Union européenne sont coordonnées par le ministre Egemen Bağış au sein du ministère des Affaires étrangères. » (AFP, *Le Figaro*, 08/06/2011).

### Censure d'Internet

« La Commission européenne a exhorté mardi les autorités turques à ne pas se livrer à de la censure sur internet limitant le droit à la liberté d'expression, alors qu'une nouvelle réglementation controversée dans ce domaine doit bientôt entrer en vigueur. "Nous suivons cela de très près et, sur le principe, nous soulignons que tout blocage de contenu internet doit être ciblé et proportionné et doit suivre une procédure judiciaire", a déclaré sa porte-parole pour les questions liées aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, Natasha Butler. La fermeture de sites internet sur la base d'une liste de mots interdits par les autorités "peut porter atteinte aux droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information", a-t-elle ajouté. » (AFP Bruxelles, 17/05/2011)

« Des milliers de manifestants ont investi, dimanche, les rues de plusieurs villes de Turquie pour protester contre la censure à laquelle sont soumis les sites Internet dans ce pays. A Istanbul, près de 5 000 personnes ont investi l'avenue Istiklal, principale artère commerçante de la ville, en scandant "Turquie libre! Internet libre! ou encore "Tayyip, ôte tes pattes de mon Internet", faisant référence au premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. (...)L'accès à des milliers de site Internet a déjà été bloqué en Turquie, souvent en raison de contenus sexuels mais aussi pour des motifs politiques, comme les insultes à Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, qui a valu au site de partage de vidéos YouTube trois ans d'interdiction. (...)Dimanche, les manifestants ont dénoncé en particulier un nouveau projet de réglementation prévoyant que tout utilisateur d'Internet s'identifie avec un mot de passe au moment d'entrer sur la Toile et soit contraint de choisir parmi quatre filtres le niveau de restriction de son accès aux sites. La mesure, qui comprend également la possibilité de poursuites en cas de tentative de contourner ces filtres, doit entrer en vigueur le 22 août. En avril, l'instance de surveillance de l'Internet a déjà suscité la polémique, en interdisant l'usage de 138 mots – parfois très anodins, comme liseli (lycéen), hayvan (animal) ou sarışın (blonde) – comme noms de domaines. » (*Le Monde* avec l'AFP, 16/05/2011)

## 4. Economie

L'essor économique « spectaculaire » de la Turquie a largement contribué au succès électoral de l'AKP aux législatives du 12 juin. « C'est un joli pied de nez. » estime Jean-Michel Demetz. « Au moment où Américains et Européens s'alarment du niveau de leur endettement, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan annonce que la Turquie aura fini de rembourser sa dette contractée auprès du Fonds monétaire international d'ici à 2013. On pourrait même le faire plus tôt! s'est-il vanté. » . Il maintient aussi que le pays poursuit « un expansionnisme commercial sans limites » et observe qu'« à chaque voyage officiel, les hautes autorités de l'Etat emmènent avec elles des avions bourrés de responsables de PME anatoliennes, avant-garde d'un islamo-capitalisme qui a financé l'AKP et tient désormais sa revanche sur le vieil establishment stambouliote, enrichi sur les marchés occidentaux. » (*L'Express*, 12/06/2011).

Emilie Lévêque rappelle que « les performances économiques de la Turquie sur ces dix dernières années sont impressionnantes. Le revenu par habitant a triplé, le pays a conquis de nouveaux marchés - au Moyen-Orient, au Maghreb et dans les anciennes républiques de l'URSS -, l'inflation a été contenue à moins de 10%, et son PIB a progressé en moyenne de 5% par an. Fortement touchée par la crise économique mondiale en 2009 - le PIB a chuté de 4,8% -, l'économie turque s'est très vite remise, affichant un taux de croissance de 8,9% en 2010 -, le troisième plus fort pour un pays émergent après la Chine et l'Inde. La Turquie est aujourd'hui la 17ème économie mondiale. (L'Expansion, 10/06/2011)

La crise grecque étonne les journalistes français qui remarquent le contraste de ses deux voisins rivaux. Claude Imbert se demande ainsi « Qui eût imaginé, dans l'Europe de Byron et de Chateaubriand, que la Grèce, alors arrachée avec tant de ferveur à la griffe ottomane, exhiberait cette tumeur monétaire dont les métastases menacent, via l'euro, le grand dessein européen ? Et que, dans le même temps, Constantinople, alias Istanbul, dispenserait à l'aire arabo-musulmane l'attrait d'un modèle édifiant ? » (*Le Point*, 23/06/2011). « Athènes qui pleure, Ankara qui rit: quelle revanche! » s'exclame Jean Michel Demetz, en rappelant la confiance de la Turquie de pouvoir rembourser ses dettes auprès du FMI plus tôt que prévu (*L'Express*, 12/06/2011). Selon Imbert, « il est trop tôt pour parier sur un avenir turc encore très ouvert. Mais on sait déjà qu'il pèsera lourd entre Orient et Occident. »

### **La Russie va construire la centrale turque**

« La société publique russe Atomstroïexport a annoncé vendredi avoir signé un premier contrat avec un sous-traitant turc pour la construction d'une centrale nucléaire en Turquie, un projet controversé en particulier depuis la crise au Japon.

Atomstroïexport, filiale du groupe Rosatom en charge de la construction des centrales à l'étranger, a signé un contrat avec l'entreprise turque Envy Energy and Environmental Investments, indique la société russe dans un communiqué, sans en préciser le montant.

Le sous-traitant "participera aux travaux de prospection sur l'emplacement" du futur premier réacteur en Turquie, explique-t-elle. Ankara et Moscou ont conclu un accord en 2010 pour construire un réacteur à Akkuyu, dans la province de Mersin (sud), provoquant la colère des écologistes qui mettent en garde contre des dangers sismiques dans la région». (AFP, *Le Figaro*, 20/05/2011)

## **Dexia en Turquie**

DenizBank, la filiale turque du groupe bancaire franco-belge Dexia est la sixième banque privée du pays. La banque «a accru de 34 % sa base de dépôts et de 28 % le volume de ses crédits. Elle attire 500.000 nouveaux clients par an, atteignant un total de 4,5 millions à la fin de l'année dernière, dont 80 % de particuliers et 20 % d'entreprises». «En 2014, l'établissement bancaire devra représenter 22 % des revenus du groupe franco-belge et capter 6 de ses clients sur 10. L'an passé, ses revenus comptaient pour 20 % de ceux de sa maison mère et 39 % de ses bénéfices avant impôt». (Ninon Renaud, *Les Échos*, 06/05/2011).

Dexia et MetLife ont annoncé lundi un accord pour la vente des activités d'assurance-vie de la banque en Turquie au premier assureur-vie américain. Dans un communiqué commun, les deux groupes précisent que MetLife achètera, par le biais de sa filiale turque et pour un montant de 162 millions d'euros, la participation de 99,86% de Dexia dans Deniz Emeklilik, filiale de DenizBank en Turquie spécialisée dans les assurances vie et pension.

Le réseau DenizBank est lui-même la filiale banque de détail de Dexia en Turquie.

"Pour Dexia, ce désinvestissement s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu avec la Commission européenne qui prévoit la vente de Deniz Emeklilik au plus tard pour le 31 octobre 2012", ajoutent les deux groupes dans le communiqué. "Cette transaction devrait générer une plus-value d'environ 119 millions d'euros après impôt à la clôture." L'opération, soumise aux autorisations réglementaires d'usage, devrait être finalisée avant la fin de cette année. Selon le journal *Les Échos* qui avait rapporté l'existence de négociations au sujet de Deniz Emeklilik dans son édition de lundi, Dexia a également entamé ce week-end des discussions avec Axa. » (Reuters, *Le Nouvel Observateur*, 27/06/2011)

## **Rhône Alpes première région exportatrice en Turquie**

Bruno Crozat estime que "plus que jamais, [la Turquie est devenue] une destination pour les PME en quête de débouchés à l'export". Ceci est fortement lié aux développements dans le pays après 2001. Le journaliste souligne que le pays "a connu un taux de croissance exceptionnel de près de 8%. Il est porté par le développement de la classe moyenne, la consommation intérieure et les dépenses d'investissement. Istanbul concentre 70% des échanges, cette capitale économique est à trois heures d'avion de Lyon [où] le vol est direct et quotidien. » « L'implantation des entreprises rhône alpines en Turquie n'est pas nouvelle » note le journaliste. « Schneider Electric, Sanofi Aventis, MJ Coutier, Renault Trucks sont présentes depuis des années ». (*Le Progrès*, 10/05/2011)

## 5. Turquie

### Deux villes à Istanbul

« Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé mercredi un nouveau projet pharaonique, la construction de deux grandes villes autour d'Istanbul, afin de parer aux dangers d'un séisme. (...) L'un des villes sera bâtie sur la rive européenne d'Istanbul, sur le littoral de la mer Noire, et l'autre sur la partie asiatique, a-t-il souligné. Il s'agit, a-t-il dit, "d'empêcher qu'un tremblement de terre (...) tue des dizaines de milliers de personnes". Les sismologues affirment qu'Istanbul et ses environs sont menacés dans les années qui viennent d'un puissant séisme, le long de la faille nord de l'Anatolie qui passe à une vingtaine de kilomètres seulement de la métropole, dont la population est estimée à 15 millions de personnes. (...) Les travaux de construction devraient débuter un an après le scrutin, soit en juin 2012, a souligné M. Erdogan, qui a été maire d'Istanbul. "Istanbul est menacée par un séisme (...) l'objectif de ce projet est de faire face à un tel sinistre, en construisant des zones d'habitations dans des endroits sûrs", a-t-il dit, soulignant que les déplacements de Stambouliotes vers ces deux nouvelles villes se feraient sur la base du volontariat. » (AFP Istanbul, 11/05/2011)

### Les rencontres internationales à Istanbul

#### **Le comité des ministres du Conseil de l'Europe : signature de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.**

« Treize pays européens se sont engagés mercredi à lutter contre les violences faites aux femmes, à l'occasion d'une réunion à Istanbul du comité des ministres du Conseil de l'Europe. Parmi les signataires de cette convention qui, selon les documents du Conseil de l'Europe, "ouvre la voie à la création d'un cadre juridique paneuropéen pour protéger les femmes contre toutes les formes de violence", figurent notamment l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grèce et la Turquie. (...) "Les parties veillent à ce que la culture, la coutume, la religion, la tradition ou le prétendu "honneur" ne soient pas considérés comme justifiant des actes de violence", souligne la convention, signée par la Turquie, un pays où de nombreux crimes contre les femmes sont motivés par l'"honneur" familial. (...) La 121e réunion du comité des ministres du Conseil de l'Europe réunit mercredi à Istanbul les représentants des 47 pays membres de cette institution, dont 19 ministres des Affaires étrangères et 10 vice-ministres. » (AFP Istanbul, 11/05/2011).

Cette Convention « exemplaire » sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique « a bénéficié de la résolution d'Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères, qui présidait le Conseil des ministres de l'institution. « Cette convention constitue la preuve la plus manifeste » de l'engagement du gouvernement, déclare Güldal Aksit, présidente de la commission pour l'égalité homme-femme au Parlement turc, tout en reconnaissant que « l'emprise de la structure de la famille traditionnelle » turque isole les victimes. ». Laure Marchand souligne que, malgré les réformes successives du Code pénal et de la famille qui ont renforcé les droits des femmes en Turquie, les lois ne sont pas toujours appliquées. (*Le Figaro*, 13/05/2011)



#### ONU : 4e conférence pour les pays les moins avancés

Les dirigeants des 48 pays les moins avancés (PMA), de pays donateurs et d'institutions se sont réunis lundi à Istanbul sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour bâtir un nouveau plan sur 10 ans d'aide aux pays les plus pauvres de la planète.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président turc Abdullah Gül étaient présents à la cérémonie d'ouverture de cette 4e conférence pour les pays les moins avancés, qui doit durer cinq jours. (...) Cette conférence de l'ONU se tient tous les dix ans. La France avait accueilli les deux premières, en 1981 et 1990, et Bruxelles la troisième, en 2001. (Les Échos, 09/05/11)

## 6. International

Les journaux français soulignent les signes de rapprochement entre la Turquie et l'Israël après l'enchaînement des événements qui ont abouti à une crise diplomatique. Selon le journal *Le Monde*, « Israël et la Turquie mènent secrètement des pourparlers pour tenter de trouver une issue à la crise diplomatique entre les deux pays, indique mardi 21 juin le journal Haaretz ». (*Le Monde* avec l'AFP, 21/06/2011)

Selon le quotidien qui cite un responsable israélien sous le sceau de l'anonymat, ces efforts sont appuyés par les États-Unis. D'après Haaretz, les contacts secrets sont menés par un envoyé du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou et par le sous-secrétaire au ministère des affaires étrangères turc, Feridun Sinirlioğlu.

Toujours selon le journal, d'autres discussions sont conduites par Yossef Ciechanover et Ozdem Sanberk, respectivement représentants israélien et turc à la commission d'enquête de l'ONU sur l'assaut israélien contre le ferry turc Mavi Marmara en 2010, qui avait fait neuf morts parmi les passagers turcs. » (*Le Monde* avec l'AFP, 21/06/11)

Pierre Rousselin rappelle que la Turquie ne participe pas cette année à l'opération de la flottille internationale pour Gaza. « Après avoir flatté le ressentiment anti-israélien à des fins électorales, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan serait maintenant enclin à la modération, compte tenu des difficultés qu'il rencontre avec la Syrie » explique-t-il. Il ajoute que ce signe d'un « changement profond à Ankara » « a été jugé suffisamment prometteur pour que Nétanyahou profite de son message de félicitations à Erdoğan pour lui proposer de rétablir la coopération et l'esprit d'amitié qui a caractérisé les relations entre nos peuples depuis des générations ». (*Le Figaro*, 26/06/2011)

## 7. Principaux journalistes ayant couvert le sujet turc en mai-juin 2011

### **LE FIGARO**

Laure Marchand  
Pierre Rousselin

### **LE MONDE**

Thomas Baïetto  
Flavien Bourrat  
Guillaume Perrier  
Dorothee Schmid

### **LES ECHOS**

Henri Barkey  
Nicolas Barré  
Yves Bourdillon  
Richard Hiault  
Ninon Renaud  
Safak Timur et Nicolas Cheviron  
Sibel Utku Bila

### **OVIPO**

Jean Marcou

### **SLATE.FR**

Ariane Bonzon

### **TURQUIËEUROPÉENNE.EU**

Marillac

### **LE PROGRES**

Bruno Crozat

### **AFP-Ankara**

Michel SAILHAN

### **LIBERATION**

Mathieu Delaunay  
Philippe Azoury

### **L'EXPRESS**

Jean-Michel Demetz

### **OUEST FRANCE**

Laurent Marchand

### **L'EXPANSION**

Franck Debié  
Emilie Lévêque  
Laure Marchand

### **COURRIER INTERNATIONAL**

Anthony Shadid in The New York Times  
Pierre Vanrie

### **ECONOSTRUM.INFO**

Guillaume Perrier  
Michel Neumuller

### **LE NOUVEL OBSERVATEUR**

### **LE POINT**